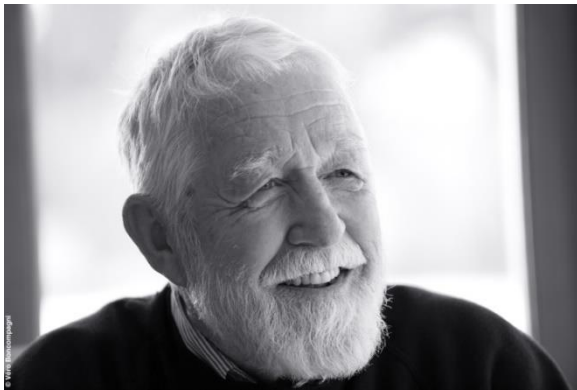


Conférence d'ouverture



Roméo Bouchard, auteur de « Survivre à l'offensive des riches » et fondateur de l'Union paysanne, Saint-Germain-de-Kamouraska.

SYNOPSIS

Les loisirs communautaires à l'heure de l'austérité et du capitalisme philanthropique

Le jeu, le sport, l'art sont des activités dominantes et incontournables chez l'être humain. Les loisirs communautaires sont un service public aussi essentiel que l'éducation, la santé, la justice, les garderies, les transports.

La vie moderne, dans une société de consommation compulsive et des villes survoltées, a fait du loisir une nécessité accrue, et pourtant, de moins en moins accessible à tous.

Les politiques d'austérité, en remettant en question le financement public des loisirs communautaires comme de l'ensemble des services collectifs essentiels, remet en cause l'État social dont le rôle était précisément de redistribuer plus équitablement la richesse. Ces politiques d'austérité font partie d'un plan délibéré des maîtres de l'économie pour s'approprier à leur profit l'État lui-même en rétablissant le principe de l'utilisateur-payeur.

Mais cette dictature de l'argent, au dire des scientifiques et des écologistes, est sur le point de basculer. La planète ne pourra supporter la pression qu'on lui impose encore bien longtemps. Nous n'aurons pas le choix de revenir rapidement à des valeurs et à un mode de vie plus communautaire et plus autosuffisant si nous voulons survivre.

LE LOISIR COMMUNAUTAIRE À L'HEURE DE L'AUSTÉRITÉ ET DU CAPITALISME PHILANTHROPIQUE

Introduction

Je ne suis pas un spécialiste du loisir communautaire, mais une grande partie de ma vie active a été consacrée à l'animation communautaire socioculturelle et au développement local dans mon village et ma région du Kamouraska.

Nous partageons sûrement beaucoup de préoccupations.

« Toute personne a droit au repos et aux loisirs, et notamment à la limitation raisonnable de la durée du travail, et à des congés payés périodiques »

(Déclaration universelle des droits de l'homme, article 24).

« Les personnes peuvent utiliser le loisir pour assurer leur épanouissement personnel, nouer des relations personnelles, améliorer leur intégration sociale, renforcer les collectivités et l'identité culturelle, et promouvoir la compréhension et la collaboration internationales, en plus d'améliorer leur qualité de vie ».

(Article 4 de la Charte du loisir de l'Organisation mondiale du loisir-OML.)

Avant de vous communiquer mes réflexions sur la place du loisir communautaire dans le contexte politique et social actuel, permettez-moi quelques remarques, disons, philosophiques, sur **le loisir et le jeu comme caractéristique fondamentale de l'être humain.**

Je sais que vous abordez le loisir dans son sens large et que votre travail concerne davantage le loisir socio-éducatif que le jeu, et surtout le sport. Mais de voir le loisir socio-éducatif dans le contexte plus large du jeu permet ensuite de mieux comprendre pourquoi **le travail d'animation communautaire que vous faites est un service public aussi essentiel que** l'éducation, la santé, la justice, les transports ou la sécurité publique, un service qu'il faut défendre et protéger.

1. LE JEU, LE SPORT ET L'ART SONT UNE CARACTÉRISTIQUE FONDAMENTALE DE L'ÊTRE HUMAIN

Le jeu est une activité dominante chez les humains. Vous travaillez beaucoup avec les jeunes. C'est essentiellement par le jeu et le mimétisme que **les enfants** apprennent et se développent. Mais le jeu demeure omniprésent dans les occupations **adultes**. Les humains ont besoin de s'amuser et de s'exprimer.

Même si cela peut paraître étonnant à première vue, il y a un lien direct entre le **jeu, le sport, l'art et la culture en général**. Ce sont toutes des activités gratuites, caractéristiques de l'homme, axées sur le talent, le plaisir, la beauté, la création, la performance, la fête, la rencontre, l'intelligence. Le jeu permet d'aller au-delà de la réalité et d'élever la réalité au niveau de la beauté, du plaisir et de l'intelligence pure. Le jeu et ses manifestations sportives, artistiques et culturelles suscitent l'admiration, l'enthousiasme, l'émotion. C'est l'univers de la gratuité par rapport à celui de la nécessité, et surtout de l'argent.

Les jeux et le sport, d'un côté, font partie de toutes les sociétés et sont d'ailleurs révélateurs de chaque culture. On parle à juste titre de sports nationaux. Les sports ne sont pas qu'un passe-temps. Ils permettent d'exprimer l'adresse, le talent, l'endurance et la performance des athlètes ou des simples joueurs. Les Grecs, avec l'olympisme, ont porté très haut le culte du corps parfait et fait des sports de compétition de véritables spectacles d'art : « *un esprit sain dans un corps sain* ».

Avec **l'artisanat**, ce sont les activités ordinaires visant à satisfaire des besoins vitaux qui deviennent l'occasion de réalisations artistiques : les vêtements, les bijoux, l'architecture, l'ébénisterie, les véhicules, les édifices publics et religieux, les jardins, les aménagements paysagers, les fontaines, les vases et la vaisselle, les outils, etc. Le **design moderne** témoigne de ce besoin de joindre l'art à l'utile. **Les arts** proprement dits sont aussi à leur façon un jeu, une magie qui nous permet d'aller au-delà de l'utile et du nécessaire. La littérature joue avec les mots et les idées, le cinéma avec les images et les sentiments, la peinture avec les couleurs et les formes, la danse avec les mouvements du corps, la musique avec les sons et les rythmes : autant d'amusements sublimes, qui nous font accéder à une perception et une émotion parfois insoupçonnables.

À la limite, ce besoin du jouer et de s'amuser peut conduire à la dépendance ou à une perte de contact avec la réalité. Il peut aussi conduire à la compétition malade et au commerce du rêve, comme on le constate malheureusement sur une grande échelle dans le monde moderne où le divertissement est devenu une obsession et un des domaines les plus payants de la consommation.

La solution, à beaucoup de dérives de cette immense compétition, est de retrouver le vrai sens du jeu, **du loisir**, de la création, de la gratuité; de redevenir des enfants pour qui tout peut devenir jeu, tout est jeu. Réapprendre à s'émerveiller, à rêver, à imaginer, à s'émouvoir, à s'investir, à créer, à découvrir.

2. LE LOISIR COMMUNAUTAIRE À L'HEURE DE LA CRISE DE NOTRE SOCIÉTÉ ET DE NOTRE PLANÈTE

Mais trêve de philosophie! Le loisir, la possibilité d'interagir avec les autres et de sortir de l'isolement et du travail obligé, de profiter du temps libre, sont une nécessité pour tout être humain. L'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est clair sur le sujet.

Notre société de consommation compulsive et nos villes survoltées ont fait du loisir une nécessité accrue et, en même temps, un produit de consommation de plus en plus réservé aux riches. Le droit au loisir est plus que jamais remis en question par la dictature de l'argent qui caractérise notre société. Cette crise se manifeste à trois niveaux : celui de la **consommation compulsive** qui est devenue la loi de nos vies, celui de la crise fabriquée de toutes pièces **de nos finances publiques**, et celui de la **crise écologique planétaire**.

Crise sociale d'abord

Nous prenons conscience chaque jour, dans nos vies personnelles, que nous sommes emportés malgré nous et de plus en plus vite dans un **tourbillon de consommation compulsive**, et inutile la plupart du temps. Dans ce tourbillon de consommation, le loisir se confond avec le divertissement et il est devenu lui aussi un **objet de consommation qui a un prix**, et un prix qui n'est pas accessible pour la majorité des gens.

Nous comprenons de mieux en mieux que cette machine de production et de consommation illimitée, qui envahit maintenant la planète entière, sert en priorité à **enrichir** les grandes banques et les grandes compagnies multinationales, surtout leurs actionnaires, qui, même s'ils ne forment que 1% de la population mondiale, possèdent maintenant plus de la moitié de la richesse mondiale.

On nous invite sans arrêt à **profiter de la vie**, à nous payer du bon temps, à nous amuser. On nous promet la société des loisirs et la semaine de 4 jours. Nous vivons désormais dans un univers reconstruit par la publicité et le marketing. Les communications et l'ordinateur ont fait du monde une console de jeu. Les villes et le monde sont devenus un immense spectacle, une immense compétition, un immense marché : tout le monde joue des rôles, tout le monde veut gagner, tout le monde veut défoncer des records, tout le monde manipule, tout le monde veut changer de décor et de personnalité. Au point d'en oublier la magie du monde et de la vie elle-même.

Mais dans les faits, **le bonheur se mesure désormais au pouvoir d'achat**, et pour maintenir et augmenter notre pouvoir d'achat, nous devons accepter de nous endetter et de travailler de plus en plus pour payer nos dettes, donc de nous amuser de moins en moins, ou de nous amuser à crédit.

Le loisir demeure pourtant souvent la seule façon de nous **évasionner**, de nous reconnecter à notre **corps**, à la **nature** et aux **autres**, de nous libérer du **stress**. Mais il coûte de plus en plus cher, et il est de moins en moins accessible à tous.

La crise des finances publiques ensuite : l'austérité et le capitalisme philanthropique

Comble de malheurs depuis quelques années, on a réussi à nous **faire croire que l'État n'a plus les moyens de financer les services publics** comme auparavant, l'éducation, la santé, les garderies, les personnes âgées, la culture, et bien sûr, les services communautaires, comme les loisirs communautaires. On nous a convaincus qu'il faut accepter des **coupures** partout dans les services, qu'il faut réintroduire le principe de l'**utilisateur payeur**, faire notre juste part, apprendre à faire appel aux **mécènes** et à la **charité privée** pour maintenir nos services.

Le problème, c'est que la gratuité complète ou partielle des services publics, au Québec notamment, c'est la principale façon de **redistribuer la richesse collective** de façon un peu plus équitable. Grâce aux **impôts progressifs** perçus sur les revenus des individus et des

entreprises, l'État québécois a pu, depuis les années 60, instaurer des **services collectifs gratuits ou subventionnés** et faire du Québec une des sociétés les plus solidaires et les plus heureuses de l'Amérique et du monde.

Ce qu'on ne nous dit pas, c'est que la **politique d'austérité est une attaque contre cet État social** et fait partie d'un **plan délibéré** des banques et des multinationales pour s'emparer des services publics et en faire des services privés rentables pour elles. Pendant les dernières décennies, les dirigeants économiques ont progressivement mis en place **tous les instruments pour s'assurer le contrôle de l'ensemble des activités susceptibles de les enrichir** : ils ont inventé :

- la publicité,
- le crédit pour les individus et pour les États,
- la Banque mondiale (BM), les traités de libre-échange (cf. CETA),
- les agences de notation,
- l'évasion fiscale et les paradis fiscaux,
- les baisses d'impôt pour les entreprises,
- le contrôle des médias et des partis politiques dans le but de contrôler les gouvernements,
- la rémunération illimitée des dirigeants exempte d'impôt,
- le contrôle des ressources naturelles par les multinationales,
- le commerce des armes.

Ils sont maintenant parvenus à l'ultime offensive : le **démantèlement de l'État social**. Et ça se fait en deux temps : **premièrement, en réduisant les revenus** de l'État par des baisses d'impôt et par l'évasion fiscale; **deuxièmement, en réduisant les dépenses de l'État** et en limitant son rôle à celui de gestionnaire et de gardien de l'ordre.

On me dit que les centres communautaires de loisirs n'ont **pas échappé à cette opération d'austérité**. Les loisirs socio-éducatifs sont pourtant, on l'a vu, un besoin plus important que jamais dans notre société survoltée, confinée dans des villes bruyantes, surpeuplées et minées par les inégalités sociales. Il ne faut surtout pas croire que **la philanthropie de quelques riches** va prendre la relève de l'État. La philanthropie ici et là sert avant tout à sauver de l'impôt aux donateurs et à valoriser leur image corporative : elle ne peut remplacer une planification et une redistribution équitable des ressources par l'État social.

La crise planétaire enfin

Il y a plus inquiétant encore. Cette dictature de l'argent est sur le point de basculer.

Depuis quelques années, les **scientifiques et les écologistes** nous avertissent que ce système de production et de consommation effrénée dont nous sommes captifs est en train de **détruire la planète et les écosystèmes essentiels à la survie de l'espèce humaine**. Une planète limitée ne peut supporter une croissance illimitée. Les ressources de notre planète sont limitées et les écosystèmes nécessaires à notre survie sont fragiles : ils ne pourront donc

supporter bien longtemps encore une **croissance exponentielle** qui combine plusieurs facteurs interreliés :

- croissance exponentielle de la **population** et du besoin de nourriture (10mm en 2050, +70% aliments-viande...),
- de la **production industrielle** et de l'utilisation des ressources non renouvelables (raretés, déforestation, pétrole, eau...),
- de la **pollution** des écosystèmes et du réchauffement du climat (climat, biodiversité, eau),
- des **inégalités sociales** qu'elle engendre (1%, libre-échange, robots).

Ils estiment que nous avons **déjà dépassé** les capacités de la planète depuis la fin des années 90, et que, au train où vont les choses, **l'effondrement** du système économique et le **dérèglement** des écosystèmes et du climat commenceront à se manifester en force d'ici 20 ans. Et la plupart des observateurs ne croient pas qu'il sera possible d'éviter cet effondrement économique et écologique tant que les décisions politiques seront contrôlées par les riches, c'est-à-dire les banquiers, les multinationales et leurs grands actionnaires. Notre société capitaliste force vers un mur et les riches nous entraînent avec eux en enfer.

En d'autres mots, nous devons nous préparer à faire face à d'énormes **bouleversements**, à vivre dans un **environnement physique** beaucoup plus hostile et à un **environnement social** profondément modifié.

Car les riches et les politiciens de service qui contrôlent le jeu aujourd'hui ne nous sauveront pas; ils vont nous saigner jusqu'à la dernière goutte et nous emporter en enfer avec eux; au-delà de l'apparente prospérité qu'ils nous offrent, c'est là qu'ils nous conduisent.

3. COMMENT POUVONS-NOUS FAIRE FACE À CET AVENIR?

Faute de pouvoir éviter la crise, nous devons nous préparer à **y faire face**.

Il ne faut surtout **pas être dupe** du discours des dirigeants économiques et politiques sur la croissance et l'austérité. La menace est réelle : pour une fois, les scientifiques sérieux sont d'accord. Il ne sert à rien de nier et de se rassurer en faisant confiance à l'humanité, à la technologie, à l'économie verte, à la bourse du carbone. Rien de tout cela ne sera en mesure d'éviter le point de bascule qui se rapproche de plus en plus vite (exemples : prix de la tonne de carbone, auto électrique, énergies renouvelables).

- Nous devons apprendre à **nous affranchir de la croissance à tout prix**, de la **dictature de l'argent** et de la **consommation compulsive**, inutile et polluante.
- Nous devons redécouvrir un **mode de vie plus communautaire, plus proche de la nature, plus autosuffisant**.
- Nous devons inventer une **économie de partage, de proximité et de sobriété**.

- Nous devons réapprendre à vivre ensemble et à être heureux simplement, dans une société orientée vers la **satisfaction des besoins réels et le bien-vivre** des personnes et des communautés plutôt que le bien-être matériel, l'augmentation du pouvoir d'achat et la croissance du PIB, c'est-à-dire des ventes.

N'est-ce pas précisément ça, **la vraie société des loisirs** qu'il faut envisager, celle qui est l'objectif même du travail que vous faites. Par une sorte d'ironie du sort, ce n'est pas la technologie qui va nous conduire à cette société du loisir et du bonheur simple, mais l'effondrement de cette société bâtie sur l'argent.

Mais pour y arriver, **les initiatives individuelles et communautaires ne suffiront pas**. Nous devons aussi reprendre le contrôle des décisions démocratiques qui nous échappent présentement si nous ne voulons pas que nos belles réalisations individuelles et communautaires frappent le mur de politiques publiques décidées pour satisfaire la cupidité des grands actionnaires de compagnies, comme les politiques actuelles d'austérité. **Le problème est politique à la base**. Nous en avons un bel exemple avec le débat sur le traité de libre-échange avec l'Europe ces temps-ci (**CETA**). Et avec le débat sur l'oléoduc **Énergie-Est**. Voter, manifester, s'exprimer ne sert plus à grand-chose quand les partis politiques sont de mèche avec les maîtres de l'économie et contrôlent les règles du jeu. Il ne sert plus à grand-chose de **changer de parti : ce sont les règles du jeu qu'il faut changer**.

Or les partis politiques et le processus électoral sont aujourd'hui contrôlés par les riches. Nous élisons des candidats choisis et liés par les partis, qui sont eux-mêmes liés aux banquiers et aux dirigeants économiques, et nous n'avons aucun moyen de contraindre ou répudier nos représentants élus entre deux élections. Quant aux médias, ils sont la propriété de multinationales ou du pouvoir place.

C'est pourquoi nous sommes de plus en plus nombreux à penser qu'on ne pourra changer les règles du jeu qu'en **recourant à la souveraineté du peuple** pour lui permettre de **réécrire lui-même une constitution démocratique** dans laquelle il pourra redéfinir le fonctionnement démocratique de notre société et la façon dont il veut participer en permanence aux décisions collectives.

...Et que la convocation par l'Assemblée nationale, d'une **Assemblée constituante citoyenne et libre de toute allégeance**, mandatée pour rédiger cette constitution, en lien étroit avec la population, est le passage obligé d'une telle réforme démocratique en profondeur et d'une reprise du contrôle du pouvoir par le peuple.

CONCLUSION

C'est sur cet appel à exercer notre souveraineté comme citoyens que je termine. Ne nous contentons pas d'être de **bons organisateurs**. Soyons des agents de changement social et politique. Soyons des **éclaireurs**. Soyons des éducateurs à la citoyenneté et à la démocratie.

Nous devons nous libérer de la dictature de l'argent et de la consommation et reprendre le contrôle de nos vies et de nos communautés. **L'avenir est dans la création de communautés démocratiques et solidaires.**

La **démocratie** est elle-même

- un grand jeu que nous sommes en passe d'oublier, mais qu'il faut réinventer,
- un grand jeu où tous ont le droit de jouer, de participer, de décider,
- un grand jeu d'équipe où la solidarité est de rigueur,
- un grand jeu où le plaisir de vivre ensemble prime sur la course à l'argent.

Tout cela peut vous sembler passablement utopique et abstrait : vos questions me permettront, je l'espère, de mieux en expliquer la signification concrète.

Notes :

- 1 degré (300ppm), 1.5 (400), 2 (450), 3 (550) 4 (650), 6 (850), 8 (1050).
- Prix de la tonne de carbone : requis 100 \$ (24c le litre), fixé 30 \$ et 20 \$, actuel 16 \$.
- Scientifiques : GIEC, Meadows, ONU, BM, Nasa, Rockefeller, Reeves, ...
- Effets actuels : érosion, sécheresses et feux, glaces, océans, agriculture, eau, biodiversité.
- Population : 1830 = 1m / 1930 = 2m / 2010 = 7m / 2050 = 9m / 2100 = 27m.
- Pic pétrolier conventionnel : 2006
- Offensive des riches : PIB, monnaie, multinationales, libre-échange, armes, agences de notation, paradis fiscaux, endettement, médias, commerce électronique, AUSTÉRITÉ.
- TRE : pétrole conv (100-35-11), bitumineux (3), éthanol (1.5), nucléaire (5-15), schiste (5), gaz (10), éolien (4), solaire (2), hydro (35-50) : rentabilité : 12 pour 1.

EN FINIR AVEC LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE À TOUT PRIX

L'économie est devenue une sorte de monstre vivant qui domine nos vies : ce monstre se nourrit de la croissance aveugle du PIB. Nous sommes à la merci de sa santé fragile et capricieuse, de ses humeurs, de ses soubresauts, de ses ralentissements, de sa nervosité, de ses dépressions et de ses crises subites. Car le PIB ne repose pas sur la satisfaction des besoins et le respect des limites de notre environnement, mais sur la compétition et sur la cupidité.

Pour s'affranchir de ce monstre de la croissance aveugle, qui terrorise tout le monde et nous contraint à le servir, il faut en priorité :

- recentrer l'économie sur les besoins, l'utilité et les capacités de la planète plutôt que sur la croissance continue des ventes, incluant le contrôle de la publicité;
- reprendre le contrôle de la monnaie et des banques, et donc de l'endettement, de la spéculation et de l'actionariat (bourse);
- prioriser l'économie verte, l'économie de proximité et de partage;
- réformer le statut de l'entreprise (cogestion, participation aux gains de productivité, actionnaires);
- renégocier les ententes de libre-échange pour protéger la souveraineté des pays et des communautés, l'environnement, et instaurer de véritables instances internationales pour arbitrer les rapports entre les peuples et le partage du patrimoine commun;
- appliquer une fiscalité progressive et écologique, un revenu maximum admissible;
- instaurer le revenu de base inconditionnel et universel;
- assurer les services essentiels gratuitement : éducation, santé, justice, etc.;
- garantir l'indépendance de l'information;
- prioriser l'agriculture écologique;
- prioriser l'éducation à la citoyenneté, à la vie démocratique, au territoire et à la nature;
- promouvoir la mise en place d'instances internationales régulatrices.